Les officiers moyens dans une ville portuaire de l'ouest atlantique au XVI^e siècle

Le cas de Nantes

Dominique Le Page

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3265>

DOI : 10.4000/ccrh.3265

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 17-40

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Dominique Le Page, « Les officiers moyens dans une ville portuaire de l'ouest atlantique au XVI^e siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 38 | 2006, mis en ligne le 27 septembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3265> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccrh.3265>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Les officiers moyens dans une ville portuaire de l'ouest atlantique au XVI^e siècle

Le cas de Nantes

Dominique Le Page

Introduction

- 1 Au XVI^e siècle, Nantes, avec l'union de la Bretagne à la France, perd sa fonction de capitale ducale. Si elle récupère la Chambre des comptes et conserve de ce fait un rôle administratif non négligeable, elle doit désormais l'essentiel de son développement à sa fonction portuaire et à son intégration dans le commerce atlantique. Des marchands italiens, espagnols puis portugais viennent s'y installer et concluent des alliances avec les familles locales. Non originaires et autochtones ne limitent pas leur activité au négoce. Ils prêtent de l'argent à la ville, aux États provinciaux – dont le rôle financier va en s'accroissant au temps des guerres de Religion – et au roi. Selon un schéma classique, nombre d'entre eux passent de la marchandise à l'office et intègrent le monde des « nobles hommes ». Après le transfert du parlement à Rennes, l'une des voies pour connaître une ascension sociale est celle de l'office moyen qui à Nantes, en l'absence de grenier à sel¹ ou d'élection est représenté par le présidial et les charges de finances, principalement les recettes du fouage². Pour apprécier les possibilités offertes par ces professions, il faut d'abord présenter la conjoncture de l'office en Bretagne puis se demander quelle part ont occupé les Nantais dans le marché ainsi créé. L'idée généralement admise est que ce dernier s'est progressivement fermé dans la seconde moitié du XVI^e siècle du fait de la mainmise d'un nombre réduit de familles sur les charges disponibles, ce qui aurait entraîné un mécontentement grandissant de ceux qui en étaient écartés ; il faudra vérifier la pertinence de cette hypothèse dans le cas de Nantes et se demander si les blocages de la société ont pu entraîner certains individus dans l'aventure ligueuse représentée en Bretagne par le duc de Mercœur.

La conjoncture générale de l'office en Bretagne au XVI^e siècle

- 2 Jusqu'à la fin du règne de François I^{er}, le nombre d'officiers moyens demeure relativement modeste en Bretagne. Dans une période qui a été marquée par le processus d'intégration du duché au royaume, la monarchie n'a pas cherché à bouleverser l'organisation existante. Sur le plan judiciaire, elle respecte les structures en place qui reposaient essentiellement sur les sénéchaussées – celles-ci étaient au nombre d'une quarantaine – et les catégories du personnel que l'on y trouvait, à savoir pour les plus importantes, un sénéchal, un alloué ou bailli, un lieutenant général, un procureur du roi et un greffier. La seule intervention du pouvoir a consisté en 1494 à augmenter notablement les gages des sénéchaux des quatre grandes barres de Rennes, Nantes, Ploërmel et Quimper pour leur permettre de soutenir leur état et éviter qu'ils ne servent d'autres seigneurs³. Plus originale a été, sur le plan de la « sécurité », la création en 1533 d'un prévôt des maréchaux ayant sous ses ordres un lieutenant et vingt-cinq archers. Sans constituer une véritable innovation sur le principe – une telle structure existait déjà sous les ducs – cette mesure traduit, un an après la promulgation de l'édit d'union de la Bretagne à la France, le souci d'aligner les institutions bretonnes sur celles du royaume, – un souci que l'on retrouve dans le cas de la Chambre des comptes qui reçoit à la même période un premier règlement conforme à celui de celle de Paris – et celui de renforcer les pouvoirs du gouverneur dont dépend le prévôt des maréchaux et qui peut nommer les archers de sa compagnie⁴.
- 3 Dans le secteur des finances, les changements sont plus nombreux sans entraîner là non plus de bouleversement. Les recettes du fouage qui relevaient de la commission sont transformées en offices puis le diocèse est choisi comme cadre définitif de perception. De ce fait, le nombre de receveurs s'établit à neuf puis à dix quand il y a dédoublement de la charge de receveur du fouage de l'évêché de Rennes au profit du tablier de Vitre⁵. Responsables depuis la fin du xv^e siècle de la levée en plus du fouage, de l'*impôt*, une taxe sur les vins, les receveurs reçoivent au début des années 1550 la tâche de percevoir deux nouvelles redevances, la crue du prévôt des maréchaux ainsi que le taillon de la gendarmerie. Les efforts de la monarchie pour confier la collecte de ce dernier à une administration particulière n'a connu en effet qu'un succès limité. Si elle est parvenue à introduire un receveur général du taillon en juin 1554⁶, elle n'a pas réussi à imposer des officiers particuliers dans chacun des diocèses⁷. Le seul évêché où l'on en trouve un est celui de Tréguier où, en vertu d'un édit de juillet 1553, un certain Jacques du Pont⁸ est nommé : il doit toutefois accepter de partager dès 1556 la recette une année sur deux avec le receveur du fouage, Jean Le Lou l'aîné⁹ qui a fait valoir que les 10 000 livres qu'il avait versées pour acquérir sa charge lui donnaient le droit de percevoir les autres impôts. Quand du Pont meurt en 1575, son office est supprimé¹⁰ et la situation originale de Tréguier prend fin. La tendance au renforcement du statut des receveurs du fouage, qui se sont vu confier dans le même temps la collecte des prélèvements extraordinaires, trouve ainsi une nouvelle confirmation, ce qui fait d'eux les intermédiaires prin-cipaux de la perception de l'argent du roi dans le cadre des diocèses¹¹.
- 4 Les innovations les plus importantes interviennent à partir du règne de Henri II ; celui-ci attribue tout d'abord des charges créées par son père et qui étaient demeurées sans

titulaire comme celles de contrôleurs ordinaires des recettes domaniales¹². Si ces derniers relèvent de la catégorie des offices de rang modeste, c'est toutefois le monde des officiers moyens qui connaît le plus de créations comme si la monarchie avait délibérément choisi de s'appuyer sur les catégories aisées de la bourgeoisie des villes et de la noblesse. Par un édit de juillet 1553, Henri II procède à un doublement du nombre des charges de receveur du fouage, dont le nombre passe ainsi à vingt. Dans le secteur judiciaire, l'année 1552 est marquée par la création de quatre présidiaux à Vannes, Rennes, Quimper, Nantes¹³. Cela entraîne l'adjonction de nouveaux officiers au personnel des sénéchaussées¹⁴ : si l'on prend pour exemple le présidial de Nantes, l'édit du 14 janvier 1552 crée un lieutenant magistrat criminel (ou juge magistrat criminel), un avocat du roi et sept conseillers, soit neuf officiers nouveaux. Par des édits d'avril et de juin 1557, on y rajoute un office de président, un de second avocat du roi et un de lieutenant civil et criminel. Pour les conseillers, le nombre passe à huit en 1572 avec en plus un conseiller garde-scel. En 1580, trois nouveaux offices sont introduits : l'un en janvier pour René de Marsolles et les deux autres en juillet pour Guillaume de Bruc et Gilles Le Moyne, ce qui fait que l'on arrive à douze conseillers en 1588¹⁵.

- 5 Le mouvement de création d'offices n'a pas été continu dans les secteurs judiciaire et financier et les phases d'augmentation sont suivies de phases de suppression dans une période où le principe de la vénalité a du mal à s'imposer. Dès la fin du règne de Henri II, en 1559, le retour à la paix permet la suppression des receveurs alternatifs du fouage. Dans la catégorie des grands officiers, on revient à un seul trésorier et receveur général, qui se voit en plus confier les attributions du trésorier des réparations – édit de juin 1562¹⁶ – et celles de receveur général du taillon¹⁷. Les États généraux du début des années 1560 accentuent la pression en demandant la réduction des offices au nombre qu'il était sous Louis XII¹⁸. Dans ce climat, la monarchie cherche à montrer l'exemple et associe réforme de l'administration et réduction du nombre d'officiers : Charles IX, par l'édit de Châteaubriant d'octobre 1565, promulgué lors de son passage en Bretagne dans le cadre de son grand tour de France, supprime les sénéchaussées les plus petites. Ainsi dans le ressort du présidial de Quimper, les sièges de Châteaulin, Concarneau, Fouesnant et Rosporden sont intégrés à la sénéchaussée de cette ville alors que ceux de Châteauneuf, Gourin, Huelgoat et Landeleau sont annexés à celle de Carhaix. La sénéchaussée de Nantes absorbe quant à elle celle de Touffou et de Loyaux¹⁹.
- 6 L'action des États généraux et du roi est relayée par celle des États de Bretagne qui, à partir du règne de Henri II, entrent dans un marchandage avec la monarchie : contre la fourniture d'argent, ils évitent la création de nouvelles charges. Il en est ainsi en 1558 de celle de surintendant sur le fait et administration des deniers communs des villes dont avait été pourvu un certain Philippe Prévost²⁰. La même année, les États obtiennent la suppression des offices de président, de garde-scel, de conseillers et d'avocats du roi aux sièges présidiaux en promettant de payer 40 000 livres « pour le bien du pays et fuir l'ennuy dicelluy pour la multiplicité des officiers du roi qui y seroient ». L'opération prend du temps dans le cas de la charge de premier avocat puisque ce n'est qu'en novembre 1565 que François de Tregouët accepte la suppression de son office²¹ ; il accompagne son retrait d'un acte d'allégeance à :

[...] mesdits seigneurs desdits Etats[par lequel il déclare désirer]sur toutes choses gratifier et obéir et leur demeurer à jamais très humble et très obéissant serviteur comme il a toujours fait toute sa vie²².

- 7 Les suppressions ne se passent pas toujours aussi bien ainsi que le révèle le cas de René Verger qui a été pourvu en 1557 de l'office de lieutenant civil et criminel à Nantes et qui entre en conflit ouvert avec les États quand ceux-ci veulent supprimer sa charge. L'affaire est portée devant le conseil du roi où Verger procède à une attaque en règle contre la gestion des trois ordres, ce qui amène le pouvoir à envoyer une commission d'enquête dans la province. Les papiers des États sont saisis et leur trésorier Jean Avril est un temps incarcéré à Paris. L'affaire s'apaise avec la reprise de la guerre civile en 1567-1568 qui contraint le roi à avoir recours à nouveau aux États et ceux-ci à modérer leur opposition à la vénalité pour échapper à d'autres expédients²³. L'office de lieutenant civil et criminel est pourvu d'un titulaire ainsi que celui de premier avocat du roi qui est acheté en 1568 par Jean Morin ainsi que celui de second avocat du roi qui revient en 1578 à René Mésanger, fils de Jean. L'office de président au présidial est rétabli en 1572 sans qu'il ait toutefois trouvé immédiatement preneur et il faut attendre 1586 pour qu'un nouveau titulaire soit nommé en la personne de Charles Harouys.
- 8 Dans le secteur des finances, les alternatifs sont officiellement rétablis en décembre 1567 ; il en va de même pour certaines charges qui avaient été momentanément supprimées comme celle de receveur général du taillon dont la fonction est à nouveau disjointe de celle de trésorier général par un édit d'août 1569 : François de Romans, qui était titulaire de la charge avant sa suppression en 1567 peut résigner celle-ci en faveur de son gendre Hélié de Odeau, conseiller et contrôleur général de la maison de la reine mère²⁴. La monarchie profite de ce rétablissement pour imposer, contre le versement de 3 000 livres une augmentation de 200 livres de gages, ce qui porte ces derniers à 1 400 livres²⁵. Très vite un alternatif est mis là aussi en place : dans le cadre d'une opération à caractère uniquement financier, l'office est donné par Charles IX en septembre 1572 au chevalier du guet de Paris, Laurent Testu, pour le dédommager des frais qu'il a engagés pour le recrutement et l'entretien de soldats à l'occasion de la Saint-Barthélémy, à charge pour lui de nommer qui il veut²⁶. Des emplois dont le statut est plus difficile à définir dans la hiérarchie des offices viennent se rajouter dans les années suivantes comme celui de contrôleur général du taillon²⁷, édit de septembre 1576, de trésorier et receveur général des rentes ordinaires et extraordinaires de Bretagne dont on connaît au moins deux titulaires²⁸ ou, dans le domaine militaire, de contrôleur ordinaire des guerres ou de contrôleur des morte-payes.
- 9 Du fait des variations qui se produisent dans la seconde moitié du XVI^e siècle, il est difficile, comme le faisait remarquer Roland Mousnier, de comptabiliser le nombre d'officiers à un moment donné, surtout que les décisions royales ne sont pas toujours appliquées²⁹. Des offices créés ne trouvent pas preneur³⁰ ou seulement plusieurs années après leur introduction³¹. Ainsi Pierre Sarred, secrétaire du dauphin, n'est pourvu de la charge de receveur alternatif de Vannes que le 6 janvier 1556³² et Pierre Gasche de celle de Rennes qu'en 1557. Par ailleurs, selon un procédé classique, les receveurs en place rachètent les offices créés pour éviter une réduction de leurs revenus³³. Rares sont ainsi les recettes qui mettent en place une véritable alternance des titulaires : dans l'évêché de Léon, Hervé Le Vestle exerce seul la recette du fouage de 1542 à 1557, se fait remplacer par Jean Avril en 1558, reprend la recette de 1559 à 1561 puis de 1563 à 1568 avant de résigner pour son neveu cette même année. L'édit sur les alternatifs qui se présentait comme un moyen pour contraindre les officiers à rendre compte du fait qu'ils n'exerçaient qu'un an sur deux devient un expédient pour soutirer de l'argent aux gens en place.

- 10 Le même phénomène se retrouve pour les offices que l'on a voulu supprimer mais dont on constate, dans la pratique qu'ils conservent des titulaires. Ainsi si l'on prend l'exemple des receveurs du fouage, des entorses sont faites à l'édit de suppression des alternatifs suite à la sollicitation de certains officiers qui obtiennent d'être maintenus après avoir fourni la preuve d'avoir bien géré leur recette et d'avoir rendu leurs comptes. Il en va ainsi de Michel Le Lou, receveur alternatif des fouages dans l'évêché de Tréguier, qui obtient son maintien dès 1560 par le Conseil privé³⁴, de Jean Avril le jeune dans l'évêché de Léon, de Pierre Gasche dans l'évêché de Rennes qui est rétabli en 1561 après avoir montré une certification de la Chambre des comptes de Paris

[...] d'avoir bien et fidèlement exercé son office, deuement compté de sa recette, n'être aucunement redevable et la finance par luy payée pour la composition dudit office³⁵.

- 11 ou d'Amaury Chevalerie pour Vitré en mai 1563³⁶. Les concessions accordées semblent avoir été si générales qu'il est permis de se demander si les alternatifs ont été vraiment supprimés et si la politique royale, pour ce qui concerne les officiers moyens de finance tout du moins, n'a pas été un faux-semblant destiné uniquement à afficher une volonté de réforme³⁷.
- 12 Il n'est pas jusqu'aux mesures prises contre les officiers protestants qui n'aient contribué, au moins momentanément, à accroître le nombre de titulaires des charges. Suite aux lettres du roi du 11 décembre 1568 qui enjoignaient aux gens du parlement de déclarer vacants les offices tenus par *les gens de nouvelle opinion*, le receveur du fouage à Vitré, René Chevalerie³⁸, est privé de sa charge et remplacé par Imbert de Launay³⁹. La promulgation de l'édit de pacification de Saint-Germain remet tout en cause et permet à Chevalerie de récupérer son office ; pour éviter toute tension ou plus probablement par incapacité de rembourser Launay, Charles IX confirme la nomination de ce dernier et instaure de fait le système de receveur triennal avec la promesse de supprimer le premier office qui viendrait à vaquer⁴⁰.
- 13 Si l'on veut, malgré les incertitudes, faire un bilan du nombre d'officiers moyens à l'échelle de la Bretagne, il faut s'appuyer sur les listes élaborées en 1604-1605 pour la tarification de l'annuel.

Les receveurs du fouage (tarification 1604-1605)⁴¹

Évêché	Évaluation	Montant de l'annuel
Nantes	15 000 l.	250 l.
Saint-Malo	8 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
Vannes	7 500 l.	125 l.
Rennes	9 000 l. pour 1 200 l. de gages	150 l.
	6 000 l. pour 600 l. de gages	100 l.
Dol	3 000 l.	50 l.
Saint-Brieuc	6 000 l.	100 l.

Tréguier	9 500 l.	158 l. 6 s. 8 d.
Cornouaille	9 000 l.	150 l.
Léon	5 000 l.	83 l. 6 s. 8 d.

- 14 Pour le fouage, la situation est relativement simple : on retrouve les dix recettes, à raison d'une par évêché, ce qui fait vingt receveurs avec les alternatifs. Le prix des charges reflète l'importance démographique de chaque diocèse et donc du nombre de contribuables : en tête viennent Rennes et Nantes ; dans un deuxième groupe les évêchés de Tréguier, Cornouaille et Saint-Malo, voire Vannes – entre 7 500 livres et 9 500 livres – ; un troisième groupe avec Saint-Brieuc, Léon et enfin Dol, entre 3 et 6 000 livres. À ces receveurs du fouage, dans la catégorie des officiers moyens de finances, on pourrait rajouter ceux dont l'action s'étend à la généralité⁴², soit le receveur des aides, les receveurs et les contrôleurs généraux du taillon⁴³, le contrôleur général des ports et havres de Bretagne et le personnel chargé du paiement des troupes, – il s'agit au moins d'un contrôleur ordinaire des guerres, de deux trésoriers et de deux contrôleurs des morte-paies⁴⁴ – et de l'entretien des places fortes, soit un trésorier des réparations⁴⁵ et un contrôleur⁴⁶, ce qui ferait trente-quatre charges.
- 15 Pour les offices de justice, la situation est plus complexe. Il faut d'abord noter que la terminologie employée par les administrateurs royaux en 1604-1605 ne donne pas une vision exacte de la réalité de la Bretagne où la hiérarchie des offices présente quelques originalités. L'officier le plus prestigieux, grâce à l'ancienneté de sa fonction, grâce aussi au fait qu'il est un homme de robe longue, demeure le sénéchal⁴⁷ qui serait improprement qualifié ici de lieutenant général de la sénéchaussée ; en Bretagne ses prérogatives ne sont pas absorbées par celles de l'alloué comme dans le reste du royaume ; cela se traduit par le prix de son office qui est nettement supérieur à celui des autres charges. En plus de distribuer seul les procès excédant les cas de l'édit, il peut se réserver des affaires comme les émancipations, les tutelles, les questions domaniales et plus largement celles des droits royaux, le contentieux relatif aux commis aux devoirs, chargés de lever l'impôt sur les boissons⁴⁸. À ses fonctions judiciaires, il ajoute celle de représentant du roi dans la ville, ce qui lui permet de recevoir les mandements et les édits royaux. À partir de 1572, il préside les assemblées générales des habitants qui se réunissent tous les ans pour élire le maire et les échevins et les nouveaux élus doivent prêter serment devant lui à leur entrée en charge.
- 16 Face à lui, le président du présidial a un rôle plus modeste, même s'il a lui aussi le privilège de la robe rouge. Il dirige les séances du présidial, distribue les procès présidiaux en matière civile et criminelle. De ce fait, il arrive que le sénéchal, comme à Rennes, cumule la charge de président ou que les États provinciaux, comme dans le cas de Quimper, fassent pression pour obtenir la suppression de cette charge, ce qu'ils finissent par obtenir en 1637. En-dessous du sénéchal, on rencontre l'alloué⁴⁹ et le lieutenant général. Les deux offices sont théoriquement distincts mais, dans les faits, ils sont souvent détenus par le même personnage. Le lieutenant général assiste le sénéchal, le remplace pendant ses absences en prenant la direction du tribunal. C'est lui qui fait le plus souvent fonctionner celui-ci. Il remplit les mêmes fonctions auprès du président du présidial.

Officiers des présidiaux (tarification 1604-1605)

Présidial	Offices	Évaluation	Montant de l'annuel
Rennes	Président	12 000 l.	200 l.
	Alloué	21 000 l.	250 l.
	Lieutenant	15 000 l.	250 l.
	Conseiller	7 500 l.	125 l.
	Procureur du roi	7 000 l.	116 l. 13 s. 4 d.
	Avocats du roi	8 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
	Juge prévôt	15 000 l.	250 l.
	Juge criminel	24 000 l.	400 l.
	Conseiller garde sceau	10 000 l.	166 l. 13 s. 4 d.
	Lieutenant particulier	8 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
	assesseur criminel	-	-
	Lieutenant général	40 000 l.	666 l. 13 s. 4 d.
	sénéchaussée Rennes		
Nantes	Président	12 000 l.	200 l.
	Alloué	12 000 l.	200 l.
	Lieutenant	10 000 l.	166 l. 13 s. 4 d.
	Conseiller	7 000 l.	116 l. 13 s. 4 d.
	Procureur du roi	12000 l.	200 l.
	Avocat du roi	-	-
	L'ancien	6 000 l.	100 l.
	L'autre	5 000 l.	83 l. 6 s. 8 d.
	Juge criminel	15 000 l.	250 l.
	Lieutenant assesseur	8 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
	criminel	-	-
	Conseiller garde scel	-	-
	Lieutenant général	9 000 l.	150 l.
	sénéchaussée + présidial	40 000 l.	666 l. 13 s. 4 d.

Vannes	Président	6 000 l.	100 l.
	Alloué	8 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
	Lieutenant	6 000 l.	100 l.
	Juge criminel	7 500 l.	125 l.
	Assesseur	3 000 l.	50 l.
	Conseillers	3 000 l.	50 l.
	Procureur du roi	6 000 l.	100 l.
	Avocats du roi	3 000 l.	50 l.
	Lieutenant général	20 000 l.	333 l. 6 s. 8 d.
	(sénéchaussée + présidial)	- -	- -
Quimper	Président	6 000 l.	100 l.
	Alloué	6 000 l.	100 l.
	Lieutenant	4 500 l.	75 l.
	Procureur du roi	4 500 l.	75 l.
	Conseillers	2 400 l.	40 l.
	Juge criminel	4 500 l.	75 l.
	Avocats du roi	2 400 l.	40 l.
	Lieutenant général	16 000 l.	266 l. 13 s. 4 d.
	bailliage et présidial	-	-

- 17 Pour le reste, la hiérarchie ne comporte pas d'originalité, sinon dans la terminologie. On y distingue un lieutenant magistrat criminel, équivalent au pénal du sénéchal et de l'alloué ; il se fait appeler juge magistrat criminel ou juge criminel. Il est suppléé en cas de défaillance par le lieutenant particulier civil et criminel dont on peut se demander s'il n'est pas désigné à Nantes, Rennes et Vannes, sous le nom de lieutenant particulier assesseur criminel – il est qualifié simplement d'assesseur à Vannes – ; les deux charges avaient en tout cas des fonctions similaires, ce qui expliquerait qu'elles soient exercées par un seul officier⁵⁰. On trouve ensuite les conseillers, dont un conseiller garde-scel, qui ont la charge sous la direction de l'un des magistrats précédents de juger les procès et enfin les gens du roi avec le procureur et les avocats généraux.
- 18 Par ailleurs, le tableau ne donne pas le nombre d'officiers pour les différents types de charge. Ce handicap joue surtout pour les conseillers. En recoupant les sources disponibles, on peut déduire qu'il y en avait, à la fin du xvi^e siècle, douze à Rennes, soit le même nombre qu'à Nantes⁵¹. Les présidiaux de Vannes et de Quimper, qui ont un ressort moins étendu, auraient compté moins de dix conseillers : ainsi à Quimper, ils ne sont que neuf à la fin du xvi^e siècle. Au total, les présidiaux de Rennes et de Nantes se distingueraient par un plus grand nombre d'officiers – environ vingt-deux chacun contre dix-sept à dix-huit à Vannes et Quimper – ⁵² un éventail complet de charges et le prix plus élevé de celles-ci. Sur ce dernier point, Rennes qui avait dans son ressort douze sénéchaussées⁵³ l'emporte dans toutes les catégories, à l'exception de celle de procureur du roi qui souffrait peut-être du voisinage du procureur général du parlement ; Nantes qui n'avait dans sa juridiction que trois sénéchaussées – où seule Guérande a quelque

importance – offrait, en-dehors des offices de président et de sénéchal, dont le prix était voisin de ceux de Rennes, un marché moins dynamique. Si l'on rajoute les quatre-vingts officiers des présidiaux aux trente-quatre « agents » du roi dans le secteur des finances mentionnés précédemment, on arriverait à environ cent quatorze officiers moyens à l'échelle de la Bretagne. Il est temps de voir maintenant combien d'entre eux étaient Nantais.

Les officiers moyens à Nantes

- 19 Cette question se pose différemment pour les receveurs du fouage, que l'on peut prendre comme référence dans le secteur des finances⁵⁴ et pour les officiers du présidial. Pour les premiers, grâce aux listes presque complètes dont on dispose pour la seconde moitié du siècle, il est possible de savoir quelle a été la place occupée par les Nantais ; pour les seconds, en revanche, l'information est beaucoup plus fragmentaire, particulièrement en ce qui concerne les conseillers, pour lesquels il est impossible, dans l'état actuel de nos connaissances, d'établir un ordre de succession précis. Les deux secteurs doivent donc être considérés séparément, même si l'on peut tenter, dans les deux cas, de voir si certaines familles ont cherché à monopoliser les offices.

Les officiers du fouage

- 20 Après la période de l'intégration de la Bretagne à la France (des années 1490 aux années 1530) qui a été marquée par la prise de contrôle de nombre de recettes du fouage par des Angevins ou des Tourangeaux gravitant dans l'entourage royal⁵⁵, des individus recrutés en Bretagne se sont imposés et parmi eux, ceux qui étaient recrutés dans le comté de Nantes. Ainsi au début du règne de Henri II, les Nantais gèrent quatre recettes (Dol, Tréguier, Cornouaille et Saint-Malo) sur dix. Ailleurs on note la présence de deux Tourangeaux – Michel Cosson à Vannes et Pierre Tousselin à Nantes – qui constituent en quelque sorte un « héritage » de la période précédente et surtout celle de receveurs recrutés localement, comme les Néant à Saint-Brieuc ou les Chevalerie à Vitré. Les deux premières décennies des guerres de Religion permettent aux Nantais de renforcer leurs positions au sein du groupe des receveurs anciens en remplaçant les Tourangeaux à Vannes (Jean Rocaz) et à Nantes (François Jallier) mais c'est surtout le système des alternatifs qui leur est bénéfique. Sur dix nouveaux receveurs qui sont alors institués, six au moins sont Nantais : ceux-ci acquièrent les nouvelles charges mises en vente dans les évêchés où ils étaient déjà présents (Cornouaille, Dol, Tréguier, Léon) et s'imposent dans de nouveaux diocèses, qui étaient jusqu'alors bien contrôlés par des locaux comme Saint-Brieuc (avec Pierre Cornulier) et Rennes (avec Jean Jallier) ou par des non originaires comme à Vannes, où ils récupèrent l'office rapidement délaissé par Pierre Sarred (Robert Poullain et François Biré). Nombre d'implantations ne sont bien souvent que temporaires mais, ce faisant, les Nantais fournissent la preuve de leur capacité à prendre part à la course aux offices.
- 21 Au total, si l'on cumule offices anciens et alternatifs, on obtient soixante-dix titulaires de 1547 à 1589⁵⁶ : sur ce nombre, trente sont Nantais, soit près de 43 %⁵⁷. Cette forte présence, qui n'a pas d'équivalent, est étroitement liée au dynamisme de certaines familles. Parmi elles, figure en premier lieu celle des Avril dont l'ascension a commencé dans les années 1530 et dont on retrouve encore quatre représentants dans la seconde

moitié du ^{xvi}^e siècle dans les personnes de Jean I en Cornouaille et en association avec son frère Simon à Saint-Malo, ainsi que de leurs fils respectifs, Jean II et Pierre, tous deux receveurs alternatifs, l'un dans l'évêché de Léon (1558-1569), l'autre à Saint-Malo. Servant à l'occasion de procureurs ou de cautions à d'autres receveurs⁵⁸, ils ont pu compter sur l'appui de deux beaux-frères, Jean Rocaz (époux de Michelle Avril) et Gilles du Fresne (époux de Claude Avril) à Dol. Par la durée de leur carrière – ils ont conservé le contrôle de leur recette pendant plus de trente ans – et par leur opportunisme. La création des alternatifs leur a permis de procurer un emploi à leurs enfants et éventuellement à leur beau-frère, Gilles du Fresne, ils ont fait des offices « moyens » de finances la base de leur fortune. Même si leur dynamique a été essentiellement familiale, ils ont su contracter des alliances utiles, comme le cas de Jean Rocaz le montre.

- 22 Ce dernier appartenait en effet à la colonie espagnole qui s'est implantée à Nantes à partir du Moyen Âge en mettant à profit le développement des relations commerciales entre la Bretagne et la Castille. Arrivés pour leur part dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, les Rocaz, – ils ont été anoblis par les ducs dès 1446 – ont été les premiers représentants de ce groupe à acquérir des offices : dès 1542, Bernard Rocaz est auditeur à la Chambre des comptes et c'est son frère, Jean, qui est devenu receveur du fouage, dans l'évêché de Dol. Cet intérêt pour les charges royales n'a pas entraîné un désintérêt pour la marchandise comme en témoigne l'exemple de Yves/Yvon Rocaz, frère de Jean et de Bernard, qui a fondé une société pour commercer avec l'Espagne avec Jean Le Lou, et Simon Ruys, dont le frère André s'est affirmé comme la grande figure de la colonie espagnole à Nantes dans la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle⁵⁹. Ces trois familles, les Rocaz, Le Lou, Ruys, auxquelles sont venus s'agréger les Fyot, se sont engagées très tôt dans les activités financières que ce soit sous la forme de prêts – à la ville, aux États, aux grands nobles – de participation à des fermes – comme dans le cas des Ruys – ou d'acquisition d'offices de finances. Jean Le Lou l'aîné a ainsi assumé seul la responsabilité de la recette de Tréguier de 1550 à 1558 puis en alternance avec son fils Michel de 1559 à 1562 ; ce dernier a ensuite pris le relais avant de céder sa charge en 1568 à son beau-frère Nicolas Fyot. Les deux fils d'Yves Rocaz, Julien et Jean, ont quant à eux géré brièvement deux recettes, celle de Cornouaille pour le premier (1570-1576) et celle de Vannes pour le second (1572-1576). Au total, ce sont six offices, répartis entre quatre évêchés, qui ont été détenus par des membres de ce groupe.
- 23 À la base, l'entente a été scellée par des mariages : si l'on prend le cas des enfants d'Yvon Rocaz, l'un Julien a épousé en premières noces Marie Ruiz, fille d'André alors que ses sœurs, Marguerite, Françoise et Jeanne ont été unies pour la première à Nicolas Fyot, la seconde à Michel Le Lou et la troisième à Julien Ruiz. Ces alliances, qui ont préservé la liberté de manœuvre de chacun – ainsi Nicolas Fyot, qui a commencé à travailler comme facteur à Bilbao pour le compte de Simon Ruiz (1560-1561), a refusé, lors de son retour à Nantes, d'entrer dans la société formée par Simon Ruiz-Yvon Rocaz et Michel Le Lou⁶⁰ – ont permis de mobiliser des capitaux et de partager les risques sur le plan financier. Elles ont également facilité la prise de contrôle des recettes de fouage, par le biais des résignations, des engagements mutuels à rendre compte⁶¹ et surtout par le moyen des cautionnements. Nicolas Fyot a servi de caution à Julien Rocaz quand il a pris la recette des fouages de Cornouaille en 1569, il a été lui-même cautionné à hauteur de 15 000 livres par André Ruiz quand il a pris la recette de Tréguier⁶² et les trois hommes se sont associés pour emporter la ferme de la prévôté de Nantes en 1579⁶³.
- 24 Un seul autre groupe présente une cohésion comparable à celle décrite pour les Rocaz-Ruiz-Le Lou. Il s'agit de celui qui est constitué par les Hux, les Jallier et les Poullain dont

on retrouve quatre représentants dans les recettes du fouage. La base du rapprochement a été constituée par le mariage de Pierre Hux et de Jean Jallier, changeur à Nantes avec deux sœurs, Julienne et Aliénor Raboceau. Alors que les fils de Pierre, prénommés tous les deux Jean, s'engageaient très tôt dans la voie de l'office – la recette domaniale de Nantes, une recette du fouage puis une charge de maître à la Chambre des comptes – celui de Jean Jallier, François, pratiquait le négoce. La solidarité entre les deux familles a été renforcée par le fait que Jean Hux le jeune et François Jallier ont à leur tour épousé deux sœurs, Marguerite et Gratienne Poullain. Par ces mariages, ils se sont alliés à l'une des grandes familles marchandes nantaises du xvi^e siècle, les Poullain, qui a su constituer le premier groupe commercial à recrutement local⁶⁴ en relation avec la péninsule ibérique⁶⁵. Argent du négoce et argent du roi se sont ainsi trouvés à nouveau mêlés et ont été mis au service de l'ascension des membres du groupe. Quand Jean Hux le jeune a eu l'opportunité d'entrer à la Chambre des comptes de Bretagne en 1543, il a résigné son office de receveur domanial de Nantes à son beau-frère François Jallier et celui-ci a été cautionné, en la circonstance, par Jean Poulain le jeune, un autre de ses beaux-frères. La solidarité a encore joué au profit de Jean Jallier, fils de François : quand il a pris la recette alternative du fouage de Rennes, son oncle Louis Poulain s'est porté garant pour lui. On ne sait pas en revanche qui a cautionné Robert Poulain quand il a pris la recette du fouage de Vannes de 1565 à 1575 ni Gabriel Hus, fils de Jean Hux le jeune, quand il a succédé à Jean Avril à Saint-Malo mais le mariage du fils du premier, Michel, avec la fille du second, Claude, est venu quelques années plus tard conforter l'alliance conclue entre ces familles et confirmer leur communauté d'intérêts.

- 25 Les autres Nantais que l'on trouve en tant que receveurs du fouage ont agi de façon plus individuelle. Certains d'entre eux ont bénéficié de l'appui des gouverneurs pour s'imposer. Il en va ainsi de Pierre Cornulier, qui a acquis deux offices de receveur alternatif en Cornouaille et à Saint-Brieuc, lors de leur introduction : en tant que secrétaire de Jean de Brosse puis de son successeur, le vicomte de Martigues, sa nomination a pu constituer pour ces derniers la garantie de trouver les fonds dont ils avaient besoin pour faire face aux dépenses de leur charge⁶⁶ en même temps qu'elle manifestait le pouvoir dont ils disposaient dans l'attribution des offices. Le fait que la solvabilité de ses cautions ait été, dans la cas de la Cornouaille, attestée par Jean Avril, Jean et Yvon Rocaz et qu'il ait ensuite résigné sa charge en faveur de Julien Rocaz montre toutefois que lui aussi était en relation avec les riches familles du négoce et de la finance⁶⁷.

- 26 Comme les membres de celles-ci, il n'a pas cherché à s'implanter durablement dans les recettes du fouage. Si le mode le plus fréquent de transmission des offices a été la résignation⁶⁸, il a peu joué entre membres d'une même famille⁶⁹ et même la clause du tiers denier qui a été introduite en 1567 puis renouvelée en 1574 et 1586, si elle a intéressé quelques officiers moyens, comme Jean Avril, a constitué plus une « assurance contre la mort » qu'un moyen de transmettre l'office à un héritier. De façon générale, on peut dire que les recettes du fouage ont représenté pour les Nantais, présents des années 1550 aux années 1570, une étape dans leur carrière, un moyen d'accéder à de plus hautes responsabilités. C'est d'ailleurs peut-être ce qui les différencie le plus des autres receveurs que l'on rencontre à la même période dont l'horizon et les ambitions ont été plus limités. Si l'on reprend le cas des familles évoquées précédemment, on constate que pour la famille Avril, l'expérience acquise en tant qu'officiers moyens de finances a permis à ses membres de contrôler par ailleurs la trésorerie des États jusque dans les

années 1570 et de pousser l'un d'entre eux jusqu'à la première présidence de la Chambre des comptes en 1584⁷⁰. Les familles espagnoles, quant à elles, après avoir associé longtemps marchandise et finances, ont opté définitivement pour la voie de l'office⁷¹ lorsque la conjoncture commerciale s'est dégradée et que la monarchie aux abois a accru ses exigences financières. Les Le Lou ont choisi d'intégrer la Chambre des comptes par l'intermédiaire de Michel qui est devenu maître en mettant à profit le doublement du personnel en 1572, présentant ainsi un cas d'ascension rapide puisqu'au cours de sa vie il a été tour à tour marchand, receveur du fouage et finalement membre d'une cour souveraine⁷². Les Rocaz quant à eux ont privilégié les grandes charges financières. Leur orientation dans ce sens a été facilitée par le fait qu'ils ont réussi, à partir de la fin des années 1560, à mettre la main sur une charge de trésorier général, grâce au mariage de Julien Rocaz, précédemment cité, avec la fille du titulaire, Vital de Contour⁷³. Ce dernier a résigné en faveur de son gendre⁷⁴, qui s'est lui-même retiré quelques années plus tard au profit de son beau-frère, Nicolas Fyot⁷⁵. Pour les Jallier, Hux, Poullain, l'ascension s'est traduite par la prise de contrôle de la trésorerie des États par le biais de Gabriel Hux qui a acquis la charge de Jean I Avril en 1576 puis qui l'a résignée en faveur de son gendre Michel Poullain en 1609.

- 27 Ces ascensions ont permis à d'autres familles d'accéder aux offices « moyens » de finances et à d'autres influences de s'exercer. En l'état actuel des connaissances, on devine celle d'un trésorier de France comme François Miron dont le clerc, Prestin Le Peletier, a été nommé receveur du fouage dans l'évêché de Nantes, celle du trésorier et receveur général Georges Morin dont les deux frères, Pierre et Damien, se sont succédé dans le diocèse de Léon ou encore celle du trésorier des États Gabriel Hux⁷⁶ dont un parent Etienne Hennier, auquel il a servi de caution, s'est implanté à Dol. Un lien semble-t-il assez étroit a été maintenu entre les titulaires des grands offices de finances et les officiers moyens, et comme les premiers étaient principalement basés à Nantes, ils ont favorisé la carrière de ceux qui évoluaient dans leur entourage. De façon générale, jusqu'en 1589, les Nantais ont réussi à rester présents dans les diocèses – Cornouaille⁷⁷, Dol, Léon, Tréguier – où il n'y avait pas de ville suffisamment dynamique pour générer une bourgeoisie susceptible de leur faire concurrence. Seuls les Vitréens qui disposaient de capitaux propres tirés de l'activité marchande et de l'industrie toilière⁷⁸, les Rennais et les élites du diocèse de Saint-Brieuc⁷⁹ ont réussi à garder le contrôle de leur diocèse.
- 28 Sans être totalement fermé, le marché de l'office « moyen » de finances a donc été étroitement contrôlé par les Nantais dans la seconde moitié du xvi^e siècle, ce qui confirme le rôle de capitale financière de la province de leur ville. Cette domination n'a pas eu d'équivalent dans le domaine de la justice.

Les officiers du présidial

- 29 Pour ceux-ci, le problème se pose différemment car les informations dont nous disposons sont moins précises et surtout parce que dans le domaine judiciaire, Nantes ne présentait pas des mêmes atouts que sur le plan financier. Dotée d'une université depuis 1460, elle n'avait, en raison de la disparition prématurée du pouvoir ducal qui en avait été le promoteur, jamais été capable d'en faire un instrument capable de former les élites de la province et celles-ci avaient continué, comme au Moyen Âge, à partir à Angers, Orléans, Poitiers, Paris et... en Italie pour obtenir leurs grades. Elle devait de plus faire face à la concurrence de Rennes qui revendiquait la prééminence en matière judiciaire et qui

pouvait se prévaloir, comme nous l'avons vu précédemment, de l'étendue du ressort de son présidial pour soutenir ses prétentions et faire oublier le fait que sa sénéchaussée était plus récente que celle de Nantes. La compétition entre les deux villes a pour enjeu, à partir de 1554, le choix du siège du parlement : après une période incertaine au cours de laquelle le pouvoir royal a mis en place un système alternatif puis donné satisfaction à Nantes (1557-1560), il s'est prononcé finalement en faveur de Rennes (1560). La naissance du présidial se fait donc dans un contexte difficile où se joue la capacité de la ville à trouver en son sein les notables capables d'acheter les offices créés et particulièrement les plus prestigieux d'entre eux qui nécessitaient une formation juridique poussée.

Composition de la sénéchaussée présidiale de Nantes (1552-1554)⁸⁰

Office	Titulaire	Origine
Sénéchal	Charles Le Frère	Bretagne
Alloué et lieutenant général	Morin	Nantes
Lieutenant et juge royal en la sénéchaussée de Nantes, juge criminel ?	François Le Bloay	
Procureur du roi	Gabriel de Juzel ou Arthur Le Fourbeur	Nantes
Avocat du roi	Jacob Aubert ou François de Tregouët	Nantes
Conseillers	Guillaume Le Maire	Angers
	Du Pousseau	-
	Pierre(?) Cousturier	-
	François de Tregouët ?	Nantes
	Michel Biré	Nantes
	Guillaume Morin	Nantes
	René Garreau	-

- 30 D'après les informations dont on dispose, la création du présidial n'a pas entraîné de bouleversement immédiat du personnel, du moins pour ce qui concerne les offices les plus importants. La charge de sénéchal est demeurée entre les mains de Charles Le Frère qui possédait une solide expérience en matière judiciaire puisqu'il était membre des Grands Jours de Bretagne depuis au moins 1525 et qu'il avait été précédemment sénéchal de Vannes. Ses principaux auxiliaires présentaient les mêmes caractéristiques que lui et ont été confirmés dans leur charge. Pour les conseillers dont l'exemple est plus significatif puisqu'il s'agit de créations d'offices, la situation est moins claire : parmi les titulaires, on retrouve des noms de familles nantaises connues par ailleurs comme les Biré, les Morin, les Garreau mais le doute existe sur l'origine géographique de la plupart des autres, à l'exception toutefois de Guillaume Le Maire dont on sait qu'il était d'Angers, ce qui atteste, et c'est le phénomène le plus intéressant, l'attention précoce des habitants de cette ville pour les offices nantais.

- 31 Leur ambition ne s'est d'ailleurs pas limitée aux charges de conseillers et en mettant à profit les renouvellements du personnel dans les années suivantes, ils ont su améliorer leurs positions. Le meilleur exemple de cela est fourni par Guillaume Le Maire, il était docteur en droit civil, qui a connu une ascension remarquable. Institué alloué et lieutenant général en septembre 1556⁸¹, il a rapidement renoncé à cette fonction pour devenir sénéchal à la place de Charles Le Frère qui a entre-temps acquis un office de conseiller au parlement. Le Maire est demeuré en charge pendant plus de vingt ans et il a résigné son office en survivance en faveur de son gendre, Guy de Lesrat⁸², en 1577. Le même phénomène semble s'être produit pour la charge de juge criminel où l'on trouve un nommé Jean de La Trimollerie qui était lui aussi originaire d'Anjou et plus encore pour celle de lieutenant civil et criminel introduite en 1557 et dont un autre Angevin, René Verge, s'est fait momentanément pourvoir, avant que les États de Bretagne n'en obtiennent la suppression. Forts de leur tradition universitaire qui leur permettait de disposer d'un grand nombre de gradués et de leurs relations avec les cercles du pouvoir, les Angevins ont donc réussi à occuper des offices importants à Nantes.
- 32 Leur domination n'a toutefois été que passagère. Si l'on reprend le cas de l'office de sénéchal, la mort prématurée en 1583 de Guy de Lesrat a permis à un Nantais de s'imposer en la personne de Charles Harouys. Avec ce dernier, on retrouve un descendant de ces familles espagnoles arrivées dans la ville au Moyen Âge ; à la différence de celles qui ont été évoquées à propos des receveurs du fouage, la sienne s'est orientée très tôt vers le monde judiciaire, ce qui l'a amené à privilégier les alliances avec les familles locales, et à sacrifier, semble-t-il, les liens avec sa communauté d'origine. Le grand-père de Charles, Olivier, a bien été commis à la trésorerie générale de Bretagne en 1528 mais il s'agissait davantage d'une promotion de circonstance suite à la suspension du trésorier en titre que d'un choix professionnel délibéré⁸³ ; le maintien d'un climat de suspicion à l'égard des financiers dans les années 1530 semble l'avoir en tout cas incité à se retirer de ce secteur et à engager son fils Guillaume dans une carrière administrative⁸⁴ qui l'a conduit à occuper tour à tour les fonctions de secrétaire à la chancellerie de Bretagne puis de greffier en chef au parlement, dès sa création en 1554. Cette tradition a été poursuivie par Charles qui a repris l'office de son père puis, fort de son doctorat en droit, a acquis un office de conseiller au parlement (1573-1580). Son mariage avec Françoise de Lesrat, la veuve de Guillaume Le Maire, lui a permis de succéder à ce dernier comme sénéchal en 1583.
- 33 Toutes proportions gardées, les Angevins auraient, dans la phase de démarrage du présidial, joué le même rôle que les Ruiz, Rocaz, Le Lou pour les recettes du fouage. Les Harouys seraient dans un tel schéma comparables aux Poullain qui ont su mettre sur pied le premier groupe commercial nantais : forts de leur expérience, de leurs alliances et de leur capital politique – Guillaume Harouys, le père de Charles avait été maire de Nantes au moment de la Saint-Barthélémy et avait témoigné en la circonstance du souci de préserver la concorde urbaine en refusant de procéder au massacre des protestants comme le lui demandait le gouverneur le duc de Montpensier – ils sont parvenus à reprendre le contrôle de la principale institution de leur ville. Cette ambition a été confirmée par le fait qu'en 1583, pour éviter d'avoir un concurrent, Charles Harouys a fait l'acquisition de l'office de président au présidial⁸⁵ et l'a joint à celui de sénéchal. Cette réunion n'a toutefois été que de courte durée et peu avant de devenir maire de Nantes en 1587, il a résigné sa charge de sénéchal pour ne conserver que celle de président,

manifestant ainsi le souci, peu commun, de séparer la fonction de premier magistrat de la ville et celle de premier officier de justice⁸⁶.

- 34 C'est avec son successeur, Julien Charette, que s'affirme la première dynastie judiciaire locale. Descendant d'une famille originaire de Ploërmel, son père, Jean (III) a été notaire royal à Nantes puis est devenu alloué et lieutenant général au présidial (1551). Fort de cette position, il a favorisé l'intégration de ses fils dans les principales cours de justice nantaises. L'aîné, Jean (IV), après un intermède au cours duquel un officier non originaire, Pierre Cousturier, s'est imposé, a récupéré la charge d'alloué et lieutenant général de 1570 à 1588 ; Pierre, sieur des Hommeaux, est devenu sénéchal des régaires ; Jean V, sieur de la Colinière, après avoir été greffier à la prévôté de Nantes, a fait carrière à la Chambre des comptes où il a été tour à tour auditeur (1572-1587) puis maître (1587-1615) ; Raoul a suivi la même voie en y devenant avocat général (1581-1587) avant de reprendre la charge de prévôt délaissée par Julien quand il est devenu sénéchal. Grâce à un effort qui suppose un investissement massif dans les études et des appuis, que l'on ne connaît pas, les Charette se sont donc hissés à la tête de la hiérarchie judiciaire nantaise. La charge de sénéchal est demeurée leur propriété jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Dans la période précédant les guerres de la Ligue, leur contrôle s'est étendu à celle d'alloué et lieutenant général, puisqu'après la résignation de Jean IV Charette en 1588, c'est son gendre Julien Laurens, qui lui a succédé⁸⁷.
- 35 Une fois passée la « période angevine », les Harouys et les Charette ont donc fait main basse sur les principales charges de la sénéchaussée présidiale (président, sénéchal, alloué et lieutenant général). Les offices de juge criminel, ceux du parquet ainsi que ceux de conseillers ont fait l'objet d'une plus grande circulation : celle-ci a pu s'expliquer par les menaces pesant sur l'avenir de certains d'entre eux, comme celui d'avocat général, ou par la promotion de leurs titulaires. Le présidial ne semble avoir été pour quelques individus qu'une étape pour acquérir l'expérience et le temps de service indispensables pour entrer dans une cour souveraine, qu'il s'agisse du parlement pour le lieutenant Jean de Langle, le juge criminel Jean de La Trimollerie, le second avocat Jean de Mésanger⁸⁸, le conseiller Denis Collobel, ou de la Chambre des comptes pour le lieutenant François Le Bloay, le premier avocat Jean Morin, le lieutenant civil et criminel « malcontent » René Verge⁸⁹ ou le conseiller Guillaume Morin⁹⁰. L'offre d'offices a été suffisamment importante au cours des années 1550-1570 pour permettre à ceux qui possédaient les grades et les relations de poursuivre leur ascension⁹¹.
- 36 Du fait de ces départs, le présidial est demeuré, pour les échelons inférieurs, une institution relativement ouverte et même si quelques familles sont parvenues à y placer plusieurs de leurs membres comme les d'Achon, les Le Vasseur ou les Nicollon, aucune d'entre elles n'a réussi à prendre le contrôle d'un office. Une frustration a pu naître toutefois de l'impossibilité d'accéder aux charges prestigieuses, ce qui s'est traduit en 1589, lors du coup de force du duc de Mercœur, par une division nette du présidial : alors que les officiers les plus importants restaient fidèles au roi et payaient cet attachement par l'emprisonnement puis par l'exil, les autres ralliaient le gouverneur rebelle. Mettant à profit la crise, certains d'entre eux ont connu alors une ascension rapide. Antoine de Brénezay, premier avocat du roi, a remplacé Julien Charette comme sénéchal, le conseiller Guillaume Le Vasseur a été promu juge criminel et l'avocat Pierre Bidé a mis à profit le décès de Claude Brossard en 1594 pour être institué lieutenant civil et criminel. Ces promotions n'ont pas eu d'effet durable et en 1598, Henri IV a rétabli les anciens titulaires qui lui étaient restés fidèles : il a ainsi accentué le processus de

patrimonialisation des charges qui avait commencé avant la crise et fait des officiers moyens de justice l'un des piliers de l'État royal en Bretagne.

Conclusion

- 37 À la différence de Montpellier ou de Poitiers⁹², Nantes, grâce à son statut de ville atlantique, a pu bénéficier plus longtemps d'une croissance sur le plan économique dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Le développement de la fonction administrative n'est pas venu y prendre le relais d'une activité commerciale défaillante. Grâce à la richesse de ses négociants, et particulièrement à ceux qui étaient originaires d'Espagne, elle a pu toutefois affirmer son statut de capitale financière et contrôler la majeure partie des offices de finances de Bretagne : ces derniers ont assuré à leurs titulaires tout à la fois la dignité attachée au service du roi et l'assurance d'être remboursés de l'argent qu'ils avaient prêté à ce dernier. Les plus désireux de faire une carrière « administrative » ont trouvé dans la Chambre des comptes une cour souveraine adaptée à leurs besoins puisqu'elle n'exigeait pas de grade universitaire de ceux qui prétendaient y entrer. Nantes a eu plus de mal en revanche à trouver en son sein des acquéreurs pour les offices moyens de justice mis sur le marché suite à la création du présidial et elle a dû compter dans un premier temps avec des magistrats venus d'Angers. Grâce à quelques alliances heureuses et plus encore sans doute grâce à un investissement dans les études universitaires, ses notables ont finalement réussi à s'imposer et, en prenant le contrôle des principaux offices de l'institution, à conforter leur emprise sur la cité.

NOTES

1. Il y avait à Nantes une administration pour le sel, en lien avec la prévôté, qui contrôlait les ventes à destination des provinces voisines : on y trouvait un contrôleur de la prévôté de Nantes, des contrôleurs ainsi que des gardes et receveurs du mesurage à sel de la Fosse. Il s'agissait d'officiers de rang modeste.
2. Les trésoriers de France, les trésoriers et receveurs généraux et les contrôleurs généraux ne sont pas pris en compte du fait qu'ils font partie du personnel de la Chambre des comptes.
3. En 1501, les gages du sénéchal de Rennes étaient de 720 livres ceux de celui de Nantes étaient de 485 livres de Ploërmel de 262 livres, Marcel Planiol, *Histoire des institutions de la Bretagne, XVI^e siècle*, t. V, Reprint, Mayenne, 1984, p. 240.
4. Le siège de la prévôté est à Rennes. Le personnel est accru en 1596 par la création d'un second office de prévôt et, en 1607, par celle d'un office de lieutenant à Nantes, subordonné au prévôt et ayant sous ses ordres un greffier et dix archers, Eliane Bertin-Mouroit, *La maréchaussée en Bretagne au XVIII^e siècle, 1720-1789*, thèse de droit, dactyl., 2 tomes, Rennes, 1969.
5. Cette mesure pourrait être une conséquence de la donation du domaine de Fougères à Diane de Poitiers et répondrait au souci de mettre à la disposition de celle-ci une recette stable sur laquelle assigner une partie des dons ou pensions qui lui étaient accordés. Quand Catherine de Médicis reçoit à son tour ce domaine en 1569, elle bénéficie en tout cas du droit de nommer les receveurs du fouage de Vitré.

6. La charge est attribuée à Julien Bauge qui verse en outre 1 600 livres en 1557 pour éviter la création d'un alternatif : avec les 200 livres d'augmentation qui lui sont alors accordés, ses gages s'élèvent à 1 200 livres par an, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 54 f° 419.
7. Cet échec est reconnu par la monarchie en 1572 quand elle doit renoncer à l'application en Bretagne d'un édit de décembre 1571 qui attribuait aux receveurs des tailles et taillon ayant au moins 200 livres. de gages 50 livres par an d'augmentation en payant 500 livres aux parties casuelles. Après que les officiers eurent fait valoir que les recettes des fouages et taillon s'exerçaient conjointement et *sous même titre* dont un seul compte était rendu, le roi accepte que chaque receveur paie seulement 500 livres pour l'augmentation de 50 livres sans être contraints à payer quoi que ce soit pour la recette du taillon, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 57 f° 94-95.
8. Jacques du Pont avait été pourvu par ailleurs d'un office de receveur des décimes dans l'évêché de Tréguier en 1560, Arch. dép. Loire-Atlantique B 56 f° 413.
9. Celui-ci a été pourvu de l'office en payant 10 000 livres comptant au trésorier des finances extraordinaires.
10. L'office est supprimé le 27 mars 1575, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 58 f° 190-191.
11. Un certain nombre d'entre eux sont associés aussi à la collecte de l'argent prélevé par les États : ainsi Jean Avril qui est à la fois trésorier des États et receveur du fouage dans l'évêché de Saint-Malo ; il en est de même de son successeur Gabriel Hus.
12. Guillaume Meneust est institué contrôleur ordinaire de Rennes aux gages de 100 livres par an le 21 nov. 1551, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 53 f° 184-185.
13. La Bretagne bénéficie d'un édit particulier car elle n'a pas encore de parlement permanent. Celui-ci n'est établi qu'en 1554.
14. Le présidial et la sénéchaussée ne constituent pas vraiment deux institutions distinctes en ce qui concerne le personnel.
15. Vincent Le Gall, « Le présidial de Nantes pendant la Ligue », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 112, 2005, n° 1, p. 7-31.
16. La monarchie a toujours hésité sur la place à accorder à la trésorerie des réparations : jusqu'en 1522, elle était confiée à un officier particulier, Pierre Le Royer jusqu'à sa mort en 1519 puis Michel Moysan. À cette date, du fait des poursuites engagées contre les financiers, l'entretien des places fortes a été confié aux receveurs domaniaux et du fouage les plus proches des lieux concernés. En 1540, Moysan a été autorisé par la Chambre des comptes à reprendre possession de son office. Celui-ci a été pourvu d'un nouveau titulaire, en la personne de Pierre Lopin, en 1560. Son acte de nomination mentionne toutefois que la charge était demeurée longtemps vacante et qu'elle avait été exercée par commission par les receveurs généraux de Bretagne (25 mars 1560, B 53 f° 363).
17. Les deux catégories sont réunies par un édit de 1566 et d'octobre 1567.
18. En 1560, l'édit d'Orléans supprime tous les offices de judicature et de finance créés depuis la mort de ce dernier, lorsqu'ils viendraient à vaquer par mort.
19. C'est au cours de la même période que la prévôté de Nantes est brièvement supprimée entre 1566 et 1568.
20. On rencontre un cas comparable en Anjou où ce sont les villes de la généralité de Tours qui remboursent le prix de la charge, Xavier Martin, « Pouvoir royal et finances urbaines au temps des guerres de Religion. Deux épisodes de l'histoire angevine », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 1, 1974, p. 43-63.
21. L'office est acquis par Jean Mésanger.
22. Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 219-220
23. En septembre 1570 est créé un office de contrôleur général des ports et havres de Bretagne pour « avoir l'œil, tenir contrerolle et registre de toutes les marchandises et deniers qui se chargeront, arriveront ou passeront ». Jean du Boys, secrétaire du comte de Retz, est pourvu de l'office aux gages de 500 livres par an, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 318-319.

24. Jean Le Garrec est institué receveur général du taillon de Bretagne à la place de maître Hélye de Hodeau, qui a résigné, le 30 nov. 1574, gages de 1 400 livres, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 58 f° 26.
25. Acte du 11 avril 1573, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 57 f° 230.
26. La lettre d'institution qualifie la Saint-Barthélémy *d'esmotion*. Testu n'arrive pas à trouver un titulaire pour l'office dans les délais, ce qui fait que la faveur lui est confirmée par Henri III (27-2-1575), Arch. dép. Loire-Atlantique, B 58 f° 124. L'office revient finalement à Guillaume Loret.
27. Jacques Le Regrathier est nommé le 2 déc. 1576 ; en fait, l'office a été acheté par maître Christophe Canoret qui a payé 5 000 livres et demandé que Le Regrathier soit pourvu à sa place, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 60 f° 36. Ce dernier, qui avait des gages de 600 livres résigne en faveur de Christophe Denyau qui est institué le 15 août 1582, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 60 f° 131.
28. Vital de Contour en 1569 puis son gendre Julien Rocaz au début des années 1570. Comme ils ont été tous les deux trésoriers généraux, il est possible qu'il y ait eu par la suite confusion entre les deux fonctions.
29. Un édit d'août 1577 a créé des contrôleurs sur le fouage et la Chambre des comptes de Nantes a eu ordre de l'enregistrer le 2 mai 1583. On ne sait toutefois pas s'il a été vraiment appliqué, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 61 f° 187-188.
30. Le mouvement des offices n'est pas facile à suivre, notamment dans le secteur financier, du fait que les acquéreurs ne font pas systématiquement enregistrer leurs lettres d'institution à la Chambre des comptes et que les greffiers de cette dernière ne s'acquittent pas toujours de leur tâche avec sérieux.
31. On peut faire la même remarque pour les offices de payeurs des gages des juges présidiaux qui ont été créés en juin 1552 ; pour Rennes, il faut attendre 1557 pour que Jacques Guymier soit pourvu, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 123-124.
32. Arch. dép. Loire-Atlantique, B 54 f° 213-214.
33. Le 3 juin 1558, un édit ordonne, comme dans le reste du royaume, la subdivision de l'office de trésorier de France et de général des finances ; la mesure n'aboutit toutefois pas du fait que le titulaire de cette dernière charge, Nicolas de Troyes, fait l'acquisition de celle de trésorier.
34. Mention du 4-12-1560, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 54 f° 370.
35. Il avait été pourvu en 1557 contre le paiement de 6 000 livres qui lui donnaient droit à des gages de 641 livres 13 s. 10 d., Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 182.
36. Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 258-259.
37. Une différence existerait sur ce point avec les grands offices de finances dont les « alternatifs » ont été effectivement supprimés puis rétablis.
38. Un autre receveur du fouage a été poursuivi pour protestantisme : il s'agit de Hervé Le Vestle dans l'évêché de Cornouaille.
39. Acte du 19 juillet 1569, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 294-295.
40. Acte du 2-10-1570, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 296.
41. Bibl. nat. Fr., Ms. Fr. 4239.
42. Nous n'avons pas retenu les officiers qui étaient dans la dépendance de la trésorerie générale ou de la Chambre des comptes comme l'huissier et le sergent collecteur des finances en la trésorerie et recette générale de Bretagne ainsi que les payeurs spécialisés, du parlement (dont la charge valait 7 000 livres en 1571, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 45-46), des présidiaux, de la chancellerie.
43. Un office de contrôleur général alternatif du taillon a été créé en avril 1577. Il a été acheté par un certain maître Pierre Chaillon, qui a payé 5 000 livres pour 500 livres de gages, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 59 f° 303.

44. On trouve mention d'un trésorier alternatif en la personne de Maître François Dumesnil en décembre 1581 sans que l'on sache s'il est le premier titulaire de la charge, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 61 f° 216.
45. En 1575, le roi a nommé un commissaire des réparations et fortifications en la personne de Pierre Vollant, sans que l'on sache s'il a, ou non, remplacé le trésorier des réparations.
46. Il avait autorité sur les places de Concarneau, Brest et Saint-Malo.
47. Celui de Nantes aurait été créé en 1084, celui de Rennes en 1100. Pour ceux de Vannes et de Ploërmel, il a fallu attendre le XII^e siècle.
48. Joël Hautebert, *La justice pénale à Nantes au grand siècle, jurisprudence de la sénéchaussée présidiale*, Paris, Michel de Maule, 2001, p. 34.
49. Ce terme s'applique en Haute-Bretagne alors qu'en Basse-Bretagne, on parle de bailli.
50. Les offices d'assesseurs criminels ont été créés dans l'ensemble du royaume en 1586 ; chargés de suppléer le lieutenant criminel en cas d'absence, ils avaient donc des fonctions voisines de celles du lieutenant civil et criminel : Christophe Blanquie, *Justice et finance sous l'Ancien Régime. La vénalité présidiale*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 189.
51. Selon la description de Dubuisson-Aubenay en 1636, le présidial de Rennes comprenait un sénéchal (qui cumulait la fonction de président), un alloué (ou lieutenant civil et criminel), un lieutenant du sénéchal, un juge criminel, un prévôt de robe longue, un procureur, deux avocats du roi ainsi que onze conseillers.
52. On peut supposer que dans chacune de ces juridictions, il n'y avait qu'un seul avocat du roi. À Quimper, il ne semble pas y avoir eu d'assesseur.
53. Les plus importantes étaient celles de Saint-Malo, de Dinan, de Fougères, de Goëlle. Selon la valeur des offices, la hiérarchie des offices s'établissait comme suit : Saint-Malo de l'Isle, 10 500 livres ; Dinan, 9 000 livres ; Goëlle, Fougères à 6 000 livres.
54. Les autres officiers de finances que l'on a décrits précédemment comme moyens étaient davantage recrutés en-dehors de la Bretagne et voyaient surtout leur charge comme une source de revenu : ainsi Nicolas de La Halle, trésorier général du taillon, était apothicaire et valet de chambre de Henri II, mention du 1-1-1559, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 18.
55. Dominique Le Page, *Finances et politique en Bretagne au début des temps modernes, 1491-1547*, CHEFF, Paris, 1997.
56. Magalie Rabaud, *Étude de l'évolution de la fiscalité et du personnel financier en Bretagne de 1547 à 1574*, mémoire de maîtrise (sous la direction de Dominique Le Page), université de Nantes, 2000 et Célia Meyer, *Les officiers de finances en Bretagne au temps de la Ligue*, mémoire de maîtrise (sous la direction de Dominique Le Page), université de Nantes, 2006.
57. Cette part est un minimum car on ne dispose pas de renseignement sur l'origine de certains receveurs et que pour d'autres, on a la mention qu'ils habitaient à Nantes (Gilles Brizoal, receveur en Cornouaille de 1577 à 1598 ; Yves Gourvil, receveur en Léon en 1583-1584) sans que l'on sache s'ils en étaient originaires.
58. Quand Jean de Néant résigne son office de receveur du fouage de Saint-Brieuc en faveur de Charles, son fils unique et héritier présomptif principal et noble, son procureur est Jean Avril, sieur de Lormaye, mention du 26 juillet 1564, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 55 f° 169.
59. Henri Lapeyre, *Une famille de marchands, les Ruiz*, Paris, A. Colin, 1955.
60. Guy Saupin, « Les marchands espagnols dans l'élite dirigeante du Conseil des bourgeois de Nantes au milieu du XVI^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 112, n° 4, 2005, p. 177.
61. Quand Michel Le Lou accède à la Chambre des comptes en 1572, il résigne son office de receveur du fouage de Tréguier en faveur de Nicolas Fyot qui s'engage à rendre compte en son nom pour toute l'année 1572 alors qu'il n'est entré en fonction qu'à partir du mois d'octobre, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 89.
62. Julien Ruiz se porte caution de Jean Rocaz quand il prend la recette des fouages de Vannes en 1573.

63. L'année précédente Michel Le Lou et Nicolas Fyot s'étaient portés acquéreurs ensemble des prés de Biesse et du Pont en Vretays pour la somme de 17 000 livres dans le cadre d'une opération d'aliénation du domaine royal lancée en 1575, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 59 f° 249.
64. Cela ne les pas empêchés de contracter des alliances avec des familles espagnoles. Ainsi quatre des cinq fils de Robin, le fondateur de la « dynastie », ont épousé des femmes issues des familles d'Arande, Houys, Mirande et Espinoze. Cette politique d'alliance a été poursuivie à la génération suivante pour les enfants qui étaient destinés au négoce.
65. Guy Saupin, « Les Poullain, une dynastie municipale nantaise des XVI^e et XVII^e siècles », *Bulletin de la SAHN de Loire-Atlantique*, 1996, t. 31, p. 167-180.
66. Prendre en charge la gestion d'une recette constitue une garantie pour se faire rembourser d'avances faites au roi : ainsi Pierre Cornulier prélève-t-il sur les fouages de Saint-Brieuc et de Cornouaille l'argent qui lui était dû pour le paiement d'une rente de plus de 348 livres constituée à son profit sur le fouage de Nantes dans les années 1550, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 325-326.
67. Pour hâter sa réception comme maître des comptes, Pierre Cornulier a fait valoir auprès du personnel de la Chambre qui lui reprochait de ne pas avoir compté la recette de Saint-Brieuc pour une année, qu'il avait chargé son commis de le faire en son nom et qu'il avait « pleiges et cautions plus que solvables », Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 46. L'appui des riches familles négociantes de Nantes a dû lui être précieux pour devenir maire de Nantes en 1569.
68. Seuls trois officiers sont décédés sans avoir eu le temps de résigner leur charge : Jean Le Lou dans le diocèse de Tréguier en 1568 ; Pierre Juglart dans l'évêché de Nantes en 1569 et Mathieu Madre dans celui de Saint-Malo en 1568. Le premier a été remplacé par François Trottereau, le second par François Jallier, le troisième par Pierre Avril.
69. Seule la famille de Néant - mais elle n'était pas nantaise - a conservé le contrôle d'un office de receveur de fouage ancien, celui de Saint-Brieuc, tout au long de la période par l'intermédiaire de Jean et de ses deux fils Guillaume et Charles et enfin du neveu de ce dernier, Julien Fanigot.
70. Il s'agit de Jean II Avril qui a accompli une ascension spectaculaire puisqu'après avoir été receveur du fouage dans l'évêché de Léon, il est devenu conseiller au parlement de Bretagne puis maître des requêtes de l'hôtel du roi.
71. C'est le cas aussi pour le fils de André Ruys, que l'on retrouve receveur général des finances à Tours.
72. On retrouve ici l'idée formulée par George Huppert selon laquelle « en Normandie et dans les ports actifs de l'Atlantique [...] les fortunes marchandes s'accumulent si rapidement et sont d'une telle ampleur que la richesse et la puissance, à elles seules suffisent à bousculer les normes sociales traditionnelles », George Huppert, *Bourgeois et Gentilhommes. La réussite sociale en France au XVI^e siècle*, Paris, Flammarion, 1983, p. 54.
73. Celui-ci, qui était intendant du duc de Montpensier, alors gouverneur de Bretagne, était en relation d'affaires avec André Ruys et avait épousé Françoise Morin, la fille de Bertrand, grand marchand nantais. Il a été trésorier et receveur général de 1569 à 1580.
74. Celui-ci lui servait précédemment de caution.
75. Julien Rocaz a conservé la recette de 1580 à 1587. Aussi bien Vital de Contour que Julien Rocaz ont mis à profit les édits sur le tiers denier - l'un de 1574, l'autre de 1586 - pour résigner leur office en la faveur de la personne de leur choix et éviter ainsi de le perdre.
76. Celui-ci avait épousé Catherine Hennier, qui était très vraisemblablement parente de Etienne.
77. Julien Rocaz a résigné en 1577 en faveur du Quimpérois Sébastien Lagadec mais celui-ci n'a conservé la charge que cinq années avant de la céder à un Nantais, Gilles Cassart, demeurant, comme le dit l'acte d'institution, *sur le pont de Piremil*, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 60.

78. Ils prennent le relais des Nantais dans la gestion des grandes fermes, notamment de celle de la prévôté par l'intermédiaire de Guillaume de Gennes en 1587, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 62 f° 127.
79. La bonne résistance des Briochins s'explique en partie par celle d'une famille, les Néant, qui a conservé l'office de receveur ancien sur trois générations et peut-être aussi par l'influence des gouverneurs de Bretagne dont trois ont possédé le proche duché de Penthièvre. Mathurin Roussel, receveur de 1571 à 1577, se présentait comme ancien secrétaire du vicomte de Martigues, Arch. dép. Loire-Atlantique, B 56 f° 283.
80. Vincent Le Gall, « Les officiers nantais aux lendemains de la Ligue », mémoire de maîtrise (sous la direction de Dominique Le Page), université de Nantes, 2004, t. II, p. 15-21.
81. Il succède à Antoine de Fargues décédé. Celui-ci avait été précédemment procureur général du roi à la Chambre des comptes.
82. Celui-ci était depuis 1570 président et lieutenant général au présidial d'Angers, charge où il avait succédé à son père, Frédéric Saulnier, *Le parlement de Bretagne*, Reprint, Mayenne, 1991, t. II, p. 583-584.
83. Pour sa carrière, voir Dominique Le Page, *Finances et politique....*, op.cit., p. 410-412.
84. Celui-ci a fait toutefois ses premières armes en tant que commis de receveurs des finances dont Etienne Tissart, payeur des gens des comptes. Il avait épousé Marie Touzelin, fille de Pierre, receveur du fouage dans l'évêché de Nantes.
85. Il l'a acheté pour 3 000 écus à Jean Marbeuf, conseiller au parlement. Il a été institué le 24 mars 1583 et reçu le 15 août 1586, Vincent Le Gall, op. cit., t. II, p. 56.
86. Les Harouys continuent à s'allier par la suite avec les familles angevines (les Bautru) puis parisiennes (les Coulanges), ce qui explique leur plus grande réussite à l'échelle du royaume (Louis de Harrouys, fils de Charles devient intendant sous Richelieu) par rapport aux Charette davantage cantonnés à la province.
87. Par l'intermédiaire de Julien Laurens, les Charette élargissaient encore le cercle de leurs relations puisqu'il était le beau-père de Claude Brossard, lieutenant civil et criminel depuis au moins 1566.
88. Jean IV Charette a pu devenir alloué et lieutenant général grâce à l'accession au parlement de François Cousturier.
89. François le Bloay a été second président (1565-1571) suite à la résignation de Claude Méauce, Jean Morin, premier président (1574-1584) et René Verge, président en mettant à profit le doublement du personnel en 1572.
90. Le procureur du roi Arthur Le Fourbeur a opté, quant à lui, pour la charge de procureur syndic des États quand le rôle de ceux-ci s'est accru dans la province.
91. François Cousturier, Jean Mésanger et Jean de la Trimollerie ont tous les trois fait leur entrée au parlement en profitant du rétablissement (Couturier en 1570) ou de la création de charges (Mésanger en 1568, La Trimollerie en 1576).
92. Pour Montpellier, voir Frederick M. Irvine, « From Renaissance city to ancien regime capital : Montpellier, c.1500-c.1600 », in *Cities and Social Change in Early Modern France* (sous la direction de P. Benedict), London, 1989, p. 105- 122. Pour Poitiers, Hilary J. Bernstein, *Between Crown and Community. Politics and Civic Culture in Sixteenth-Century Poitiers*, Cornell University Press, 2004.

AUTEUR

DOMINIQUE LE PAGE

Université de Nantes